

R1 : Pour que les profiteur·euses assument la crise

Résolution du Comité directeur à l'attention de l'Assemblée des délégué·es de la JS Suisse du 17 septembre 2022 à Coire (GR)

1. L'inflation et ses causes

L'inflation se monte actuellement à 9,8%¹ au sein de la zone Euro. Les prix montent et le coût de la vie augmente. Pour un salaire inchangé, cela signifie que les travailleuse·eurs peuvent acheter moins de produits de base et de produits de consommation pour la même somme, et en fonction du revenu, cela signifie une chute (plus importante) sous le seuil de pauvreté.

L'inflation actuelle n'est pas une particularité européenne, elle s'étend à d'autres régions. En Suisse, l'inflation est de 3,5%², ce qui est hors-norme, et aux États-Unis elle monte à 8,5%³. Les facteurs déclencheurs communs peuvent se résumer à la crise du coronavirus et à la guerre en Ukraine. Dans le sillage de la crise du coronavirus, des chaînes d'approvisionnement ont été retardées, voire interrompue, ce qui a entraîné un renchérissement considérable des produits de base employés dans la production des marchandises. Certaines de ces chaînes d'approvisionnement continuent de stagner. En raison de la guerre en Ukraine, les voies maritimes de la mer Noire sont paralysées. Les matières premières comme le blé et le pétrole, mais aussi les produits industriels, sont particulièrement moins expédiées. À cela s'ajoute la hausse du prix du pétrole et du gaz due à la réduction des exportations de la Russie ou aux réductions d'importation de l'Occident.

2. Réaction des banques centrales aux crises de l'inflation

Dans la lutte contre l'inflation, les banques centrales poursuivent une stratégie risquée, guidée par des conclusions néoclassiques erronées. Leur objectif est de provoquer une (légère) récession, car les banques centrales partent de la construction néoclassique de ce que l'on appelle la "spirale prix-salaires". Dans cette approche bourgeoise et économique du marché, les syndicats et les travailleuse·eurs seraient responsables de la hausse des prix, car elles et ils exigent des salaires plus élevés en compensation d'une demande excédentaire. La réaction est d'augmenter le taux directeur, ce qui entraîne une hausse des taux d'intérêt généraux. Cela entraîne alors une baisse des retraits de capitaux des banques et une baisse du pouvoir d'achat. Comme la demande diminue, la logique capitaliste veut que les entreprises augmentent les prix, baissent les salaires ou licencient des travailleur·euses afin de maintenir les profits.

Pour l'instant, l'explication salariale ne fonctionne pas, même dans une perspective bourgeoise : les déclencheurs cités sont connus et incontestés - même si le potentiel existait bien sûr déjà auparavant en raison d'un marché mondialisé débridé. Les banques centrales se comportent pourtant selon le manuel néoclassique, qui part du principe que l'inflation est due à des salaires "trop élevés", alors qu'elle est en fait déclenchée par des moments de choc (limités dans le temps). Et ce parce que le mythe de la spirale prix-salaires justifie, pour les banques centrales imprégnées d'idéologie néolibérale, d'essayer de faire payer la crise aux 99% au lieu de faire payer celles et ceux qui continuent à en profiter : Les plus riches et les entreprises.

3. La spirale prix-salaires est en fait une spirale prix-profits

La situation de départ est délicate : le pouvoir d'achat est faible, les salaires baissent, les travailleuse·eurs sont licencié·es et les entreprises continuent d'engranger les mêmes profits, voire plus encore si l'inflation se calme. En effet, les prix, qui promettent des bénéfices plus élevés grâce à un certain niveau, ne sont plus revus à la baisse, et les entreprises accumulent les surprofits. Ce que les néolibéraux appellent la spirale prix-salaires est en réalité une spirale

¹ [Inflation in Europa im Juli 2022 | Statista](#). (01.09.2022).

² <https://www.srf.ch/news/schweiz/teuerung-in-der-schweiz-inflation-in-der-schweiz-steigt-auf-3-5-prozent> (01.09.2022).

³ <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/191086/umfrage/monatliche-inflationsrate-in-den-usa/> (01.09.2022).

prix-profits. L'approche des banques centrales est donc erronée. Il va de soi qu'il ne faut pas réduire les salaires, mais les augmenter, afin de maintenir le niveau de vie de la population en cas d'inflation. Pour que les prix ne continuent pas à augmenter, il faut briser la spirale, d'une part en plafonnant les bénéfices des entreprises, et d'une part en les prélevant pour le bien commun.

L'inflation montre clairement comment le capitalisme se base sur l'exploitation des 99%. Pour la JS Suisse, il est donc clair qu'il faut briser ce cercle vicieux :

- Il faut immédiatement offrir aux 99% des réductions de primes, des billets des transports publics gratuits, et une prise en charge des coûts locatifs, financée par une hausse de l'impôt sur le bénéfice à 29,4%.
- Il faut mettre fin aux agissements de la Banque nationale suisse (BNS) en faveur du capital. La BNS doit être démocratisée : les décisions concernant les prix et l'utilisation des bénéfices doivent être prises par la population.
- Les services de base ne peuvent être réglés de manière privée, ni dans un but commercial. Il est hors de question que le logement, la vie et le travail deviennent inabordables pour les gens.

Recommandation du Comité directeur : accepter.

R2: Pénurie d'énergie : les 99% ne doivent pas subir les conséquences des erreurs de la droite

Résolution du Comité directeur à l'intention de l'Assemblée des délégué-es de la JS Suisse du 17 septembre 2022 à Coire (GR)

Peu après le début de la guerre en Ukraine, la crainte d'une pénurie d'énergie cet hiver a commencé à faire les gros titres dans les médias. En effet, avant la guerre 45% des importations de gaz de l'Union européenne (UE) provenaient de Russie. Aujourd'hui, le chiffre se situe plutôt aux alentours de 15%. Quant à la Suisse, elle ne dispose pas d'installations de stockage de gaz en propre et dépend donc entièrement des importations, principalement depuis l'Allemagne (et donc indirectement depuis la Russie). Une pénurie de gaz en Union européenne aurait donc des effets directs en Suisse.

Dans le secteur de l'électricité, une pénurie se dessine également. D'une part, parce que le gaz est aujourd'hui nécessaire pour la production d'électricité en Europe et que la Suisse est directement intégrée dans le marché européen de l'électricité. D'autre part, parce que plus de la moitié des centrales nucléaires françaises, produisant de l'électricité importée par la Suisse, ont été mises hors service suite à des contrôles de sécurité.

Il est important de souligner la dimension capitaliste de cette pénurie à venir. La guerre découle du capitalisme tout comme la non-sortie des énergies fossiles, qui découle de la primauté du profit à court-terme et qui nous met dans cette situation de dépendance. S'ajoute à cela le fait que le marché de l'électricité est libéralisé au sein de l'Union européenne, ce qui favorise la spéculation, empêche le développement des énergies renouvelables et rend impossible une planification en fonction des besoins de la population. Cette situation de pénurie permet aux entreprises productrices de gaz, de pétrole et d'électricité de faire d'immenses profits.

Au niveau des conséquences de cette pénurie, on compte principalement une augmentation du prix de l'électricité et des énergies fossiles. Cette augmentation ne doit en aucun cas être répercutée sur les 99%, notamment via l'augmentation des charges pour les locataires. Le Conseil fédéral n'a jusqu'ici rien fait pour éviter que les 99% paient pour cette crise, cela doit changer. C'est pourquoi nous exigeons la mise en place immédiate des mesures suivantes :

- Un plafonnement des coûts de l'électricité et des combustibles fossiles à leur niveau d'avant la crise, avec une prise en charge de la différence par l'Etat.
- La prise en charge par les sociétés immobilières des coûts de chauffage supplémentaires des logements qu'elles détiennent.
- Une réduction au moins temporaire du prix du billet de transports publics (1 CHF par jour et par communauté tarifaire)

Quant aux mesures prises pour économiser de l'énergie, elles doivent en premier lieu viser les dépenses inutiles voire nuisibles d'énergie. Les mesures prises ne doivent pas se faire sur le dos des 99%. Elles doivent également être financées de manière juste. C'est pourquoi, nous revendiquons :

- L'identification des entités qui consomment le plus d'énergie fossile, leur rééquipement dans une perspective écologique et de sobriété énergétique, et la planification démocratique de leur production.
- L'interdiction de la publicité lumineuse et de l'éclairage commercial en dehors des horaires d'ouverture

- L'interdiction des pratiques luxueuses énergivores (p.ex. piscines privées chauffées)
- Pas de mesures qui frappent les besoins de base des 99% (p.ex. coupures de chauffage)
- Des aides financières pour les petites et moyennes entreprises en difficulté en raison de la hausse du prix de l'énergie.
- Pas d'augmentation du prix de l'électricité pour financer les mesures de lutte contre la pénurie (p.ex. répercussion des coûts de rétention supplémentaire de l'eau des barrages)
- La mise en place d'un impôt sur les superprofits pour les entreprises (gaz, pétrole, etc.) qui profitent de cette crise afin de financer les mesures de lutte contre la pénurie

Toutefois, il ne suffit pas de prendre des mesures pour répondre à cette pénurie. Il faut également prendre des mesures pour que cela ne se reproduise plus. Car cette pénurie une conséquence directe de la dépendance de la Suisse aux énergies fossiles. C'est pourquoi nous exigeons :

- Un investissement public de 2 milliards pour développer massivement le nombre de panneaux photovoltaïques d'ici à l'automne 2023
- La formation de personnel en suffisance pour l'installation des panneaux photovoltaïques
- Le développement du secteur éolien et de capacités de stockage de l'énergie éolienne
- L'interdiction absolue de la production de gaz naturel en Suisse

Recommandation du Comité directeur : accepter.